

Accords fiscaux—Loi

que le député de York-Centre n'était pas conscient de ce qu'il disait et cela paraissait dans ses propos que la fin de la session s'en vient. Parce que s'il avait été consistant pour 5c., monsieur le Président, s'il avait eu au moins la décence de reconnaître les 20 dernières années libérales, de reconnaître, monsieur le Président, que les libéraux ont endetté le pays pour 200 milliards de dollars en moins de 20 ans, que les libéraux, monsieur le Président, ont créé au niveau économique des situations désastreuses... Qu'on pense à l'inflation qui variait entre 12 p. 100 et 15 p. 100 au cours des dernières années. Qu'on pense aux taux d'intérêts qui étaient à plus de 20 p. 100. Combien de familles canadiennes, combien d'entrepreneurs canadiens, combien de jeunes universitaires ont été pris avec des problèmes de taux d'intérêt de 20 p. 100? Les faillites que nous avons connues au cours des dernières années, monsieur le Président, le ralentissement de l'économie canadienne...

La députée d'Outremont (M^{me} Pépin) disait tout à l'heure qu'on se comparait aux Américains. Monsieur le Président, vous savez que j'aime beaucoup mieux me comparer aux Américains en termes de revenus nets que de me comparer à des pays comme le Zimbabwe. Mais c'est à peu près ce à quoi les libéraux pouvaient se comparer lorsqu'ils nous ont laissé le pouvoir en septembre 1984, parce qu'ils étaient en train d'endetter la population canadienne, ils étaient en train d'endetter les générations futures sans pour autant prendre en considération leurs propres promesses électorales. Parce que cela faisait longtemps que les libéraux nous en faisaient des promesses électorales, monsieur le Président! Que ce soit sur la pension pour les veufs et les veuves de 60 à 64 ans, l'allocation aux veufs et aux veuves, c'était promis en 1981, pourtant les libéraux ne l'ont pas fait. Qu'on pense à la politique laitière à long terme, monsieur le Président, qu'on pense aux taux d'intérêt qu'ils promettaient de baisser au niveau de la Société du crédit agricole. Ils n'ont rien fait, monsieur le Président.

Et vous pensez, en toute sincérité, que la population canadienne va croire aujourd'hui ce que les libéraux et les néo-démocrates viennent nous dire?

Monsieur le Président, je pense que ce n'est pas sérieux. Et pourtant ils ont été 20 ans au pouvoir et leur arrogance était tellement évidente, elle était tellement omniprésente qu'ils décidaient tout de façon unilatérale.

C'est pourquoi ils ne peuvent pas comprendre que, aujourd'hui, nous avons eu au moins six rencontres avec les provinces, avec les ministres des finances de chacune des provinces pour parler, justement, de la situation économique, pour parler du transfert de paiements et pour leur dire: Compte tenu de deux barèmes bien précis auxquels le ministre des Finances (M. Wilson) et la ministre d'État (Finances) (M^{me} McDougall) ne pouvaient pas échapper, soit celui de la réduction du déficit et celui de l'équité en termes de redistribution au niveau des provinces, on a dû expliquer à l'ensemble des dix provinces canadiennes que nous devons modérer l'augmentation. Modérer l'augmentation, monsieur le Président, pour l'Opposition cela veut dire «couper». Mais pour le gouvernement progressiste conservateur, cela veut dire continuer à en donner davantage.

Et, si on faisait des proportions, on se rendrait compte que lorsque les libéraux étaient au pouvoir, il y avait des augmentations d'environ 7 ou 8 p. 100 par année des paiements de

transfert aux provinces, pendant que le taux d'inflation, par contre, était entre 12 et 15 p. 100. On revient en 1986, nous avons un transfert de paiements aux provinces qui est de 5 p. 100, soit 2 p. 100 de plus que toutes les autres augmentations que l'on accorde, et le taux moyen de l'inflation est d'environ 4.5 p. 100.

Monsieur le Président, en termes nets de pouvoir d'achat versus le taux d'inflation et versus les montants versés, à mon avis, les Canadiens vont se rendre compte que le gouvernement progressiste conservateur en donne davantage que ce que les libéraux pouvaient donner.

Et leur arrogance, monsieur le Président—pour revenir à ce que je disais du député de York-Centre (M. Kaplan)—était tellement grande que je comprends pourquoi Solange Chaput Rolland, dans l'éditorial du journal *Le Devoir*, puisse parler des libéraux avec autant de rage au coeur. Et j'aimerais vous citer, si vous me le permettez, monsieur le Président, juste une phrase qui prouve jusqu'à quel point les libéraux pouvaient être arrogants.

Heurtée par les injures reçues et lancées sur le parquet de l'Assemblée nationale durant le débat référendaire que votre ex-collègue Jean Chrétien se vante d'avoir gagné presque tout seul, j'avais parlé de la «déchirure fraternelle» entre les péquistes et les libéraux du Québec. Mais nous n'avons pas oublié, nous nationalistes québécois épris du Canada, que les pires adversaires n'étaient pas, depuis 1976, les amis de M. Lévesque, mais ceux de M. Trudeau.

Voilà, monsieur le Président, ce que les Québécois et ce que les Canadiens pensent des libéraux. Ce sont des êtres qui, au cours des dernières années, n'ont pas respecté les provinces. C'est un ancien gouvernement qui n'a jamais osé s'asseoir avec les provinces pour négocier, pour regarder la réalité économique telle qu'elle était, pour s'asseoir et discuter de l'avenir de nos jeunes en matière d'éducation postsecondaire et aussi de nos programmes de santé.

Monsieur le Président, je ne peux pas comprendre que les députés libéraux de l'époque, qui étaient au pouvoir, ont pu dire à notre premier ministre du Québec, M. Bourassa, qu'il est un «mangeur de hot dogs». Je ne peux accepter cela. C'est une injure pour le Québec et ce n'est certainement pas avec la petite réunion qu'il y a eue en fin de semaine à Saint-Hyacinthe qu'ils vont régler le sort de leurs 20 années désastreuses au Québec. Je peux vous assurer, monsieur le Président, que les Québécois vont s'en souvenir aux prochaines élections fédérales. Comptez sur nous pour le leur rappeler.

Nous devons vivre avec une réalité bien consciente. Je vois ma collègue d'Outremont qui est venue me rencontrer pour écouter les propos qu'on pouvait avoir sur le parti libéral. Je voulais vous dire, monsieur le Président, qu'on ne peut pas vivre autrement qu'avec une réalité bien concrète, c'est-à-dire un déficit de 200 milliards de dollars.

Cependant, le projet de loi C-96, contrairement à ce que disent les libéraux et les néo-démocrates, est un projet de loi qui avant tout veut aller de l'avant, veut préserver à court, à moyen et à long terme le transfert des paiements aux provinces. Monsieur le Président, c'est important parce qu'il faut donner l'équité qui revient à chacune des provinces. Il faut être capable, aussi, de ne pas grever indûment le Budget que s'est fixé notre ministre des Finances (M. Wilson). Parce que vous savez, monsieur le Président, c'est un secret de Polichinelle, que le gouvernement progressiste conservateur, au cours de ses deux premiers budgets a réussi à réduire le déficit. Promesse